

Communiqué de presse

Groupe d'industrie Agrar

Nordstrasse 15, Case postale, CH-8021 Zurich

info@agrar-industrie.ch - www.agrar-industrie.ch - @agrar_industrie

19.12.2018 nombre de page : 02

Une initiative "eau potable" aux funestes conséquences

Les auteurs de l'initiative pour une "eau potable propre et une alimentation saine" exigent que seuls reçoivent des soutiens de l'Etat les agriculteurs qui ne consomment que le fourrage qu'ils produisent eux-mêmes et qui n'utilisent pas de produits phytosanitaires ni d'antibiotiques à titre prophylactique. Le Conseil fédéral recommande au Parlement le rejet de ce texte, sans contre-projet. A juste raison, car son acceptation aurait de lourdes conséquences pour la Suisse.

Si l'initiative était acceptée, de nombreuses exploitations agricoles verraient leur production diminuer fortement, puisqu'elles seraient obligées de renoncer aux pesticides et aux fourrages achetés. Dans les écuries et les locaux de production laitière, l'hygiène ne serait plus garantie. Les maladies augmenteraient et la Suisse devrait importer davantage de produits alimentaires. Les exploitations agricoles se retireraient probablement en plus grand nombre du système des paiements directs afin de ne pas avoir à se conformer aux exigences extrêmes de l'initiative, passant dès lors à un mode de production plus intensif, d'où le risque d'une aggravation de l'impact environnemental. La recherche publique serait également affectée dans la mesure où la recherche ciblant les moyens de rendre l'utilisation des pesticides plus efficiente ne serait plus éligible à un financement en Suisse.

La salubrité des aliments : une des conditions essentielles d'une bonne santé

Les pesticides combattent les organismes indésirables. Lorsqu'ils servent à protéger les plantes, on parle de produits phytosanitaires. Ceux qui sont destinés à l'hygiène et à la santé sont appelés biocides. Il s'agit, par exemple, des désinfectants, des produits de protection du bois et des produits de conservation. "Produire entièrement sans pesticides serait non seulement très difficile, mais encore irresponsable", souligne Anna Bozzi, responsable du dossier agriculture chez scienceindustries, l'association économique des industries chimie, pharma, life sciences. L'utilisation de certains pesticides revêt en effet une importance cruciale pour le respect des normes d'hygiène et de sécurité imposées à la production de denrées alimentaires végétales et animales.

Augmenter les importations pourrait accroître les risques

Dans notre pays, **1 à 2 pour cent** seulement des échantillons d'origine suisse présentent des résidus de pesticides en excès lors des inspections officielles. Si l'on y ajoute les denrées alimentaires importées, le taux de non-conformité se situe **entre 8 et 10** pour cent. Pour les aliments en provenance d'Asie, il atteint même 30 pour cent. Notons qu'en Suisse, les contrôles ont lieu sur la base des risques, autrement dit de manière ciblée là où il y a suspicion d'irrégularité. S'ils s'opéraient de manière aléatoire, le taux d'irrégularité découvert serait beaucoup plus faible. Les analyses montrent que la Suisse **fait très bonne figure en comparaison internationale et qu'une augmentation des importations pourrait donc avoir pour effet d'augmenter les risques dans notre pays.**

Les agriculteurs bio devraient également renoncer

L'initiative "eau potable" touche également les pesticides admis dans l'agriculture biologique. Autrement dit, en cas d'acceptation, même les agriculteurs biologiques ne pourront plus protéger leurs cultures s'ils veulent

continuer à recevoir des paiements directs. Aujourd'hui déjà, plus d'un tiers des produits phytosanitaires vendus sur le marché suisse sont autorisés pour l'agriculture biologique. Et la tendance à la hausse.

La Suisse doit rester un centre de recherche

Les restrictions imposées à la recherche par l'initiative sont particulièrement incompréhensibles puisqu'elles freineraient le progrès vers des solutions phytosanitaires servant encore mieux la cause de la durabilité en Suisse. L'initiative fausserait les orientations de l'aide publique à la recherche agricole. Ainsi la recherche axée sur une utilisation plus efficace des pesticides ne serait plus soutenue. L'agriculture biologique, elle non plus, ne pourrait plus être encouragée sous la forme actuelle en matière de recherche et de conseil, puisqu'elle recourt également à des produits phytosanitaires.

La protection phytosanitaire est une belle réussite

Utilisés correctement, les produits phytosanitaires sont d'une remarquable utilité. Ils sont indispensables en Suisse comme dans le monde entier. Ils assurent les récoltes et garantissent l'approvisionnement de la population en denrées alimentaires saines et sûres. Par ailleurs, la Suisse a l'un des régimes les plus stricts du monde en matière d'homologation par les autorités de surveillance de produits phytopharmaceutiques, une rigueur à laquelle l'industrie souscrit dans son propre intérêt, pour la sécurité et la durabilité de ses produits.

Renseignements :

Marcel Sennhauser, responsable Communication
marcel.sennhauser@scienceindustries.ch
Tél. : +41 44 368 17 44

Anna Bozzi, responsable du dossier
anna.bozzi@scienceindustries.ch
Tél. : +41 44 368 17 64